

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# L'attaque états-unienne de la Syrie serait un acte suicidaire

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 29 AVRIL 2013



## L'attaque états-unienne de la Syrie serait un acte suicidaire

**P**ar Ghaleb Kandil

Le commandement syrien poursuit la mise en œuvre de ses nouveaux plans dans un timing politique et militaire adéquat, et à l'ombre d'une ambiance populaire résolument favorable à l'État et au président Bachar al-Assad, de l'aveu même des puissances occidentales.

Sur le terrain, l'armée est en passe d'anéantir de nombreux foyers terroristes, dont des centres de commandements. Les experts sont unanimes à estimer que la libération de Oteiba, au sud-ouest de Damas, constitue un coup dur à Al-Qaïda et sa branche syrienne, le Front al-Nosra. Dans le même temps, l'effondrement des structures terroristes se succèdent à Qoussair, tandis que les opérations de l'armée se poursuivent à un rythme accéléré dans les

campagnes d'Idleb et d'Alep et dans les villes de Homs et d'Alep. À Daraa, Raqqa et Deir Ezzor, les troupes régulières assènent des coups durs aux groupes armés. Les analystes soulignent que la sécurisation de Homs et la libération de la ville de Qoussair trancheront la bataille dans le centre de la Syrie (les provinces de Homs et de Hama), qui constitue le quart de la superficie du pays. Dans la période à venir, l'armée syrienne va prendre le contrôle des grandes villes et de leurs environs, ainsi que des principaux axes routiers. Cet objectif, qui nécessite quelques mois d'efforts, permettra de relancer le cycle économique et de faciliter le retour des déplacés, qui vivent des conditions difficiles et humiliantes au Liban, en Turquie et en Jordanie.

Les menaces des États-Unis, qui utilisent le faux prétexte des armes chimiques, visent à intimider la Syrie et ses alliés —l'axe de la Résistance et les Brics—. Si Washington met à exécution ses menaces d'une intervention militaire en Syrie, après l'échec de sa guerre mondiale à travers ses outils terroristes et ses auxiliaires régionaux (Israël, la Turquie et la Jordanie), il commettrait une grave erreur et un acte stupide.

L'évaluation scientifique des options guerrières US, brandies par Barak Obama, permet de mieux comprendre les rapports de forces actuels. Les États-Unis et leurs alliés occidentaux croulent sous leurs difficultés économiques et financières, qui ont nécessité des réductions drastiques des budgets militaires. En revanche, l'axe de la Résistance, qui va probablement s'engager immédiatement dans la confrontation si la Syrie est attaquée, dispose de moyens dissuasifs suffisamment importants pour provoquer une guerre mondiale. L'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger avait mis en garde contre un conflit de cette ampleur dès le début de la guerre contre la Syrie, lorsque certains responsables états-uniens avaient caressé l'idée de passer de la guerre par procuration —via les groupes terroristes— à la confrontation directe, à travers les armées de l'Otan.

Les questions stratégiques soulevées si un tel scénario est mis en œuvre conduisent toutes aux mêmes réponses : toute agression contre la Syrie sera confrontée à une résistance féroce et globale. La défense anti-aérienne syrienne a montré son efficacité en abattant un avion turc, en juin 2012, quelques minutes après avoir

violé l'espace aérien syrien. Et les missiles syriens sont prêts à frapper Israël et les bases US en Turquie et en Jordanie, ainsi que les bastions terroristes au Liban. Certains analystes pensent aussi que la Résistance libanaise et l'armée syrienne ouvriront les fronts libanais et syriens contre Israël. Sans oublier les missiles iraniens et leurs formidables capacités, qui peuvent « *réduire Tel-Aviv en poussière* », comme l'a dit le guide suprême de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, et bloquer les voies d'approvisionnement en pétrole. S'en suivra l'effondrement des économies occidentales. Les États-Unis craignent surtout que les grands puits de pétrole et leurs bases dans le Golfe soient pris pour cible.

La question qui se pose est celle de savoir quelle sera la réaction de la flottille russe qui mouille au large des côtes syriennes.

Ces scénarios laissent penser que les menaces US s'inscrivent plus dans le cadre de l'intimidation, sans exclure, toutefois, un acte stupide. Quoi qu'il en soit, si la grande confrontation a lieu, et lorsque la poussière tombera sur le champ de bataille, l'Occident aura essuyé une défaite cuisante, qui entrainera une catastrophe pour Israël, la Turquie et tous les dirigeants du Golfe et de Jordanie, impliqués dans l'agression. La résistance de la Syrie à une telle guerre aura les mêmes résultats qu'au eu l'agression tripartite, en 1956, contre l'Égypte, et qui s'est terminée par la fin du rôle de la France et de la Grande-Bretagne en tant que puissances coloniales.

## 1 400 membres du Front al-Nosra auraient fuit au Liban

Les opérations foudroyantes menées par l'Armée arabe syrienne dans la campagne de Homs, en parallèle avec sa progression autour de Damas, ont donné naissance à de nouvelles réalités à la frontière avec le Liban. Cette région est presque entièrement sous le contrôle des troupes régulières, qui ont bloqué la plupart des sentiers et des passages empruntés ces deux dernières années par le Courant du futur et ses partenaires des services de renseignements du Golfe et des pays de l'Otan pour introduire en

Syrie des centaines de tonnes d'armes et des milliers de combattants.

Le résultat direct de ces nouvelles réalités sur le terrain est que la plate-forme de l'agression contre la Syrie, mise en place par l'ancien Premier ministre Saad Hariri, est en train de se transformer en problème libanais interne et en danger pour la sécurité du Liban. En effet, selon divers services de sécurité, quelques 1400 membres du Front qaïdiste al-Nosra ainsi que de nombreux groupes armés, en plus de Libanais qui ont combattu en Syrie, ont trouvé refuge au Liban pour fuir l'avancé des troupes syriennes.

Le prochain élargissement des opérations de l'Armée arabe syrienne et la conquête de la totalité de la ville de Homs vont ouvrir la boîte de Pandore des secrets embarrassants. Première révélation, la présence en Syrie dans les rangs des groupes terroristes de nombreux officiers étrangers et de pays du Golfe, ainsi que de combattants libanais. Cela va avoir de graves répercussions au Liban.

Tout être censé reconnaîtra que le pouvoir libanais est en grande partie responsable des dangers auxquels le pays est confronté aujourd'hui. Les fausses hésitations des dirigeants visaient en fait à couvrir leur connivence et leur complicité, qui répondaient à des demandes étrangères de fermer les yeux sur ce qui se passaient le long des frontières et au Liban-Nord. Cette politique a conduit à la paralysie de l'Armée libanaise qui a été poussé à démissionner de son rôle de gardienne de la souveraineté nationale et de protectrice des frontières.

La vérité que tous doivent savoir au Liban —et agir en fonction— est que l'État syrien, « appuyé par son peuple », comme l'a dit le ministre espagnol des Affaires étrangères, est confronté à une guerre coloniale et combat des gangs terroristes et takfiristes sur sa terre. Et aujourd'hui, le Liban fait face au danger de ces mêmes bandes terroristes.

Aussi, est-il du devoir de tout gouvernement libanais qui se respecte et qui est soucieux de défendre les intérêts de son peuple, de lutter contre ces groupes terroristes qui utilisent certaines régions du pays comme plate-formes et bases de repli... car dans un avenir pas très lointain, ces terroristes jugeront que le moment est venu de transporter leur prétendu jihad au Liban.

## Déclarations et prises de positions

**Mikhaïl Bogdanov**, vice-ministre russe des Affaires étrangères

*« S'il y a des preuves sérieuses sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, il faut les montrer immédiatement et ne pas les dissimuler. Il faut s'assurer de ces données immédiatement et conformément à des critères internationaux et non pas les utiliser pour atteindre d'autres objectifs. Il ne faut pas qu'elles soient un alibi pour une intervention en Syrie. Nous devons connaître la vérité et avoir des preuves et non pas se baser sur des informations rapportées par les médias et qui ne s'appuient pas sur des faits. Nous avons l'expérience passée d'une intervention violente dans les affaires irakiennes au prétexte qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak, et cela s'est révélé faux en fin de compte (...) À Moscou, nous avons suivi de près la situation au Liban et la désignation de M. Salam. Nous espérons que l'unanimité sur sa nomination se reflètera sur la formation du gouvernement. »*

**Omran al-Zohbi**, ministre syrien de l'Information

*« D'après les informations que je reçois, des changements qualificatifs ont été enregistrés sur tous les champs de bataille. Le bruit soulevé par les États-Unis au cours de ces dernières 48 heures en découle. Les déclarations du secrétaire d'État états-unien et du gouvernement britannique ne correspondent pas à la réalité et sont un mensonge éhonté. Je tiens à insister une fois de plus sur le fait que la Syrie n'utiliserait jamais d'armes chimiques, pas seulement parce qu'elle respecte la législation internationale et les règles d'une guerre, mais en raison de problèmes humanitaires et moraux. Cela prouve une fois de plus que la politique du gouvernement syrien est orientée contre l'utilisation de toute arme de destruction massive par qui que ce soit : des terroristes, Israël ou tout autre pays voisin. Les grandes puissances occidentales veulent répéter en Syrie le scénario irakien (...) Les statistiques montrent que des ressortissants de 29 pays luttent aux côtés des rebelles en Syrie. Quelque 5 000 jihadistes yéménites sont présents aujourd'hui en Syrie. Des commandos libyens, tunisiens, saoudiens, turcs, libanais, mais aussi britanniques, français et australiens se trouvaient sur le sol syrien. »*

**Michel Aoun**, leader du Courant patriotique libre

*« Nous voterons en faveur de la loi orthodoxe, celle que nous avons présentée et qui a obtenu la majorité au sein des commissions parlementaires conjointes. J'invite les détracteurs de ce projet à présenter leur propre proposition. Si jamais notre projet ne passe pas, nous nous plierons à la volonté de la majorité au sein de l'hémicycle. Je participerai aux élections même dans l'éventualité de la mise en œuvre de la loi de 1960, si celle-ci est approuvée par la majorité au Parlement. Mais, personnellement je voterai uniquement en faveur de la loi orthodoxe. Je n'accepterai la prorogation du mandat du Parlement que pour une courte durée afin de pouvoir tenir les élections législatives. Bien qu'il soit peu probable que le scrutin se déroule à la date prévue, je refuse la prorogation ou le renouvellement du mandat du Parlement. Nous voulons tenir des élections législatives et présidentielles. Les élections doivent avoir lieu. Est-ce le Parlement actuel qui élira le nouveau Président de la République ? Pourquoi et sur quelle base ? Je soutiens la formation d'un gouvernement 100 % politique qui sera appelé dans la période actuelle à prendre des décisions importantes. Je refuse de proposer des noms avant de savoir quels portefeuilles seraient confiés à notre bloc. Je rejette le principe de la rotation dans l'attribution des portefeuilles. La répartition des portefeuilles devrait être proportionnelle à la représentation parlementaire de chaque partie. Je revendique six ministères pour le CPL, et six autres pour nos alliés ; il s'agit de la part des blocs chiite et chrétien, mais il y a aussi le PSNS. »*

**Béchara Raiï**, patriarche maronite d'Antioche et de tout l'Orient

*« L'enlèvement des deux évêques en Syrie illustre combien les chrétiens, quelles que soient les précautions qu'ils prennent, ou la neutralité positive qu'ils souhaitent assumer, finissent pas payer le prix de l'instabilité régionale, sans qu'il n'y ait la moindre provocation de leur part ; et combien, à cause de guerre en Syrie, ils font l'objet d'une prise d'otages virtuelle qui peut à tout moment devenir réelle. La guerre d'Irak, livrée au nom de la démocratie, s'est soldée par l'exode d'un million de chrétiens, soit les deux tiers de la population chrétienne d'origine. Jean-Paul II s'était élevé, en vain, contre l'expédition états-unienne, en*

*affirmant : 'La guerre est une défaite pour l'humanité'. La démocratie ne peut être greffée sur un pays, elle doit être le fruit d'un processus et d'une maturité interne des peuples qui y aspirent. Le chaos encourage les agressions contre les chrétiens, comme cela s'est produit en Irak et en Égypte, ainsi que l'émigration. La présence chrétienne en Orient est une garantie pour l'islam modéré. »*

**Walid Joublatt**, chef du Parti socialiste progressiste

*« Nous prions la Résistance, dont des centaines de combattants sont tombés pour libérer le Liban-Sud de l'occupation israélienne et qui a réalisé une victoire historique, à réorienter ses armes dans cette seule direction. L'implication inopportune des armes de la Résistance pour soutenir un régime est de nature à défigurer son parcours militant, à détruire tout le crédit politique et populaire qu'elle a accumulé au fil des années. »*

**Hussein Moussaoui**, député du Hezbollah

*« Les alliés des États-Unis et de l'Europe veulent empêcher tout dialogue et provoquer la poursuite des massacres en Syrie, dans l'intérêt de l'entité sioniste. Pourquoi ne demandez-vous pas à vos amis, les États-uniens, de donner des ordres aux mercenaires pour qu'ils cessent de bombarder al-Qasr et le Hermel, où femmes, enfants et hommes se sacrifient dans la lutte ouverte contre les sionistes occupants et les amis de vos amis états-uniens ? Pourquoi ne demandez-vous pas à vos chers États-uniens de lancer un ordre immédiat pour la libération des pèlerins enlevés entre la Syrie et la Turquie, en violation de toutes les valeurs humaines et des droits de l'homme ? »*

**Adnane Mansour**, ministre libanais des Affaires étrangères

*« Les membres du Hezbollah se trouvent uniquement dans les villages frontaliers libanais pour protéger les citoyens et ne participent pas aux combats en Syrie. »*

**Robert Ghanem**, président de la sous-commission parlementaire électorale

*« Aucune solution n'a obtenu le consensus requis, mais le Hezbollah a laissé au Courant patriotique libre le choix de décider et le Courant du Futur a fait un pas en avant en présentant un*

*projet mixte, malgré son opposition à la proportionnelle. Nous espérons que le Parlement décidera d'un report technique des élections, car il est impossible qu'elles se tiennent en juin. »*

## Événements

- Le quotidien *As-Safir* a rapporté que le ministre des Affaires sociales, Waël Abou Faour —membre du bloc Joumblatt— et l'ambassadeur saoudien Ali Awad Assiri, se sont rendus à bord d'un même avion privé en Jordanie pour une visite de 24 heures. Les deux parties n'ont précisé si une rencontre a eu lieu lors de leur déplacement avec des responsables jordaniens ou des responsables des pays du Golfe. Citant des sources proches du Courant du Futur, *Al-Akhabar* écrit, pour sa part, que le diplomate saoudien et le ministre PSP se sont rendus à Riyad afin de se concerter avec les responsables saoudiens sur les moyens susceptibles de faciliter la formation du gouvernement.

- Les familles des otages libanais enlevés en mai 2012 en Syrie ont à nouveau manifesté vendredi devant les locaux de la Turkish Airlines dans le centre-ville de Beyrouth pour demander la libération de leurs proches. Jeudi, ils avaient manifesté devant l'ambassade de France à Beyrouth, pour faire pression sur tout gouvernement qui soutien la rébellion syrienne. Ils accusent les Services de renseignement turcs d'être impliqués dans le maintien de leurs proches en détention.

## Revue de presse

**As-Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 26 avril 2013)

Les déclarations israéliennes accusant le Hezbollah d'avoir envoyé un drone à partir du territoire libanais ont donné lieu à un nouveau débat lié aux dimensions sécuritaire et politico-stratégique du message régional que cet avion a porté. Le démenti du Hezbollah a semé la confusion au sein des sphères de prise de décision israéliennes pour qui l'envoi du drone était au départ un message



de la part du Hezbollah. Les analystes se sont en conséquence interrogés si une partie régionale a voulu surprendre les Israéliens par ce message, nonobstant son lieu de départ, que ce soit le Liban ou ailleurs. En attendant que l'image de ce grand développement sécuritaire s'éclaircisse dans les heures à venir, il convient de constater que le tapage médiatique israélien a eu son effet sur la scène libanaise. Les accusations ont fusé de tous bords contre le Hezbollah à travers les petits écrans et elles sont appelées à se multiplier dans les heures à venir. En annonçant avoir abattu le drone tout de suite après son décollage, Israël a donné l'impression qu'il a besoin d'une victoire morale. Alors que le Hezbollah, en faisant preuve de sang froid et en publiant un démenti, a lâché la bride aux hypothèses israéliennes à la partie qui serait capable d'entreprendre un tel acte et le message qu'il contient.

#### **As-Safir** (25 avril 2013)

La découverte de gisements gaziers et pétroliers au large des côtes libanaises aurait un impact d'une façon ou d'une autre sur le processus de la formation du gouvernement. En effet, le ministère de l'Énergie est d'ores et déjà le ministère le plus convoité parmi tous les portefeuilles et fait l'objet d'un contentieux prématuré entre le Courant patriotique libre et les autres protagonistes. D'où la nécessité de préserver cette ressource naturelle non seulement des appétits israéliens mais aussi des luttes intestines. Les informations fournies par un expert international de la compagnie « Spectrum », spécialisée en prospection pétrolière, indiquent que la Zone d'exclusivité économique (ZEE) du Liban recèlerait des quantités de gaz supérieures à celles détectées dans les gisements offshore israéliens, Tamar et Léviathan. De son côté, le chef de la délégation libanaise chargée du suivi du dossier des frontières maritimes, le général Abdel Rahman Chehaytali, a déploré le fait que la découverte des gisements de gaz dans les eaux territoriales libanaises ainsi que le lancement du mécanisme des appels d'offres et du forage n'aient pas été accompagnés d'efforts politiques visant à délimiter les frontières maritimes.

#### **An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Rosanna Bou Mouncef (26 avril 2013)

En démentant toute responsabilité dans l'envoi du drone au-dessus

de Haïfa, le Hezbollah a provoqué la surprise des observateurs. Le parti s'était abstenu dernièrement de démentir toute information le concernant, comme celle relative à la visite effectuée, selon certains journaux, par le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, en Iran, sachant que des responsables du parti, interrogés par des diplomates occidentaux sur cette question auraient démenti la nouvelle.

#### **An-Nahar** (25 avril 2013)

Des sources suivant de près les contacts entrepris aux niveaux interne et externe concernant la situation libanaise révèlent l'existence de tentatives visant à mettre en place une feuille de route en vue d'une sortie de crise au Liban, aussi bien sur les plans de la formation du gouvernement que de l'adoption d'une nouvelle loi électorale. Cette feuille de route soulignerait l'engagement à adhérer à l'appel adressé par le président Michel Sleiman au Hezbollah et aux autres forces politiques à respecter la *Déclaration de Baabda* ; la formation d'un gouvernement acceptable pour toutes les parties, en prélude à la tenue du scrutin et à l'élaboration d'une nouvelle loi électorale ; convocation d'une réunion du Parlement dans l'objectif d'amender la loi 25/2008 (la loi de 1960), de sorte à proroger de 6 mois le mandat du Parlement, soit la période correspondant aux démarches nécessaires pour l'adoption d'une nouvelle loi électorale.

#### **An-Nahar** (25 avril 2013)

Interrogé au téléphone par *An-Nahar*, le chef des Forces libanaises, Samir Geagea, a réaffirmé son soutien à un gouvernement neutre et de technocrates, car la tâche de ce cabinet est d'organiser les élections législatives. « *C'est le moyen de sortir le Liban du tunnel qu'il traverse et de faciliter la mission du Premier ministre désigné, a-t-il dit. Mais nous entendons dernièrement des expressions dont nous ne comprenons pas la signification, comme 'gouvernement politique composé de non-candidats'. Cela signifie que le gouvernement sera politique, et nous serions donc revenus à nos vieilles habitudes* ».

Et M. Geagea de poursuivre : « *Je ne sais pas s'il est possible de former un gouvernement dans cette optique. Il semble que M. Tmamam Salam discute de la composition du cabinet avec des*

*parties bien déterminées. Dans ce cas, il doit en parler avec toutes les parties. Nous espérons que M. Salam ne va pas s'engouffrer dans des labyrinthes empruntés avant lui par d'autres Premier ministres. Et on a vu où cela les a menés ».*

**An-Nahar** (24 avril 2013)

Le président du Parlement Nabih Berry ne convoquera pas de séance plénière avant le 15 mai. L'échec de la séance de la sous-commission a montré que les horizons sont bouchés, semant ainsi la confusion au sein des différentes parties politiques, notamment à la lumière des développements en Syrie et l'intransigeance des forces du 8-Mars. Selon une source ministérielle, l'intransigeance de la Syrie a rejailli sur la commission *ad hoc* et peut-être sur le processus de la formation du gouvernement et l'entente sur un projet de loi électorale. La même source ne précise pas toutefois si la dernière manœuvre du 8-Mars revenait à une tentative de contourner les efforts engagés dernièrement par l'Arabie saoudite. Des sources parlementaires ont indiqué que le Parlement devrait examiner sérieusement un moyen lui permettant de proroger son propre mandat, et ce dans le souci d'éviter le vide constitutionnel, étant donné que ce qui s'est passé au sein de la sous-commission ne laisse pas prévoir une entente avant la date du 15 mai.

**Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche de la majorité, 26 avril 2013)

Ibrahim el-Amine

Le fait que le Hezbollah ait nié tout lien avec l'envoi d'un nouveau drone vers Israël fait planer davantage le flou sur ce développement ? L'envoi du drone ne peut pas dissocié des développements régionaux qui s'enchaînent à un rythme accéléré et qui sont en corrélation notamment avec les événements en Syrie, d'autant qu'Israël a proféré la semaine dernière des menaces liées à son évaluation de la situation en Syrie et ses craintes quant aux risques avec lesquels il serait aux prises sur le front du Nord. Les auteurs de cette opération veulent faire étalage de leurs forces devant les Israéliens pour leur faire sentir les risques qu'ils courent dans l'éventualité d'une initiative de leur part de procéder à des opérations militaires contre les parties qui se trouvent sur le front

du Nord étendu du Liban-Sud jusqu'à Téhéran. Cette opération est un geste provocateur pour l'ennemi, dont la réaction manquait de clarté. L'envoi de ce drone a également pour objectif de dissuader Tel-Aviv de prendre une mesure au mauvais moment et au mauvais endroit, car tous les indicateurs montrent qu'Israël serait tenté d'entreprendre une action militaire contre la Syrie, compte tenu particulièrement des déclarations israéliennes faisant état de l'utilisation d'armes chimiques et de la présence de dépôts de roquettes appartenant au Hezbollah.

La mise en accusation immédiate par Israël du Hezbollah viserait à faire assumer au parti la responsabilité de toute réaction israélienne. Sachant que, si le Hezbollah avait envoyé le drone vers l'espace aérien israélien, il l'aurait fait avec professionnalisme. Le parti serait, dans une telle hypothèse, conscient que le message serait provocateur. Il serait par conséquent prêt à répondre à toute réaction de la part de l'ennemi.

#### **Al-Akhbar (26 avril 2013)**

Firas el-Choufi

Des sources proches du Premier ministre désigné affirment que l'Arabie saoudite, en appuyant la désignation de Tammam Salam pour la formation du nouveau gouvernement visait à briser le monopole de la famille Hariri sur le leadership sunnite. Selon ces sources, les Saoudiens ont constaté que ce rôle exclusif conféré aux Hariri était une erreur flagrante, qui pourrait saper l'influence de la communauté sunnite et le rôle saoudien sur la scène libanaise. Ceci dit, ajoutent les mêmes sources, Riyad ne souhaite pas écarter Hariri. Mais la monarchie tient à préserver les familles traditionnelles beyrouthines ainsi que le rôle de l'Arabie saoudite sur l'échiquier libanais en tant que force régionale. Après avoir relancé leurs relations avec la famille Salam, les Saoudiens envisageraient de renouer avec la famille Karamé. Des responsables du Courant fu futur ne nient pas cette tendance saoudienne. Ils précisent toutefois que Saad Hariri passera toujours au premier rang. Dans ce contexte, des proches du Premier ministre désigné estiment que le 8-Mars a une chance historique de briser le leadership de Hariri. Il faudra à cet effet, disent-ils, consentir des sacrifices afin d'imposer une nouvelle équation sunnite, fût-elle au

dépens de leurs parts au sein du nouveau gouvernement.

### **Al-Akhbar** (23 avril 2013)

La journée d'hier sera marquée sur le calendrier dans la mesure où elle fera partie des « *journées glorieuses* ». Le 22 avril 2013, le Liban a annoncé qu'il entrait officiellement dans la guerre en cours en Syrie. Tout simplement, les Libanais ont décidé de s'entre-tuer sur le sol syrien. Quant à l'État, il est inexistant. Aucun responsable n'ose interroger le Hezbollah sur ce qu'il fait en territoire syrien, et aucun 'homme d'État' ne fait taire les nouveaux auteurs de fatwas. Pour la population d'Ersal et de la Békaa centrale et ouest, le Hezbollah n'est plus un parti de résistance. Pour les partisans de la 'révolution syrienne' dans la plaine de la Békaa, le Hezbollah n'est plus qu'un partenaire à part entière dans l'effusion de sang en Syrie. La participation du Hezbollah aux combats en Syrie n'est pas vue d'un bon œil par une partie non négligeable des partisans de la Résistance au Liban et dans le monde arabe ; mais ceux qui accusent font preuve d'une dépravation sans précédent, alors que, dès le premier jour, ils ont trempé dans le soutien aux groupes armés sur les plans politique, médiatique, sécuritaire, militaire et financier.

### **Al-Moustaqbal** (Quotidien appartenant à la famille Hariri)

Le président de la République, Michel Sleiman, a insisté sur la nécessité de « *former un gouvernement chargé d'organiser les élections car nous sommes en période électorale, aussi, la limite d'âge du prochain cabinet doit-elle être courte* ». Selon lui, « *il n'est pas nécessaire que le gouvernement regroupe des candidats aux élections législatives du moment que sa mission consiste à superviser le scrutin* ». Il a aussi exprimé son soutien au principe de la rotation des portefeuilles ministériels et des directeurs généraux, se référant à l'accord de Taëf. Le président Sleiman a sévèrement critiqué les différentes formations politiques qui ne sont pas encore parvenues à s'entendre sur une nouvelle loi électorale, assurant qu'il empêchera toute prorogation du mandat du Parlement actuel qui expire le 20 juin. « *Tous les pays qui nous entourent souffrent de graves problèmes et d'effusions de sang pour que les citoyens puissent obtenir le droit de vote*, a déclaré M. Sleiman. *Est-il normal que nous fassions tout le contraire ? Les*

*élections redonnent vie à la vie politique et les citoyens auront alors la certitude que leurs opinions sont respectées* », a-t-il ajouté.

« *C'est pour cette raison que je n'accepterai pas la prorogation du mandat du Parlement et que je souligne la nécessité d'organiser les élections pour assurer une alternance au pouvoir* », a indiqué le chef de l'État. M. Sleiman a souligné que la loi de 1960 était toujours valide si les partis libanais ne parvenaient pas à s'entendre sur une nouvelle loi électorale. « *S'ils veulent vraiment que les élections aient lieu, alors ils se mettront d'accord sur une nouvelle loi* », a-t-il dit.

**Al-Liwaa** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(26 Avril 2013)

Des sources bien informées ont indiqué que le Courant du futur, le Hezbollah, le Mouvement Amal, le bloc de Walid Joumblatt et le parti Kataëb ne voient pas d'objections à la prorogation du mandat du Parlement pour une période d'un an au moins, alors que le général Michel Aoun et les Forces libanaises s'opposent à une prolongation dépassant les quelques mois. Ces sources ajoutent que le refus du général Aoun de prolonger le mandat de la Chambre est dû à des sondages effectués par son parti politique et qui montrent que les résultats des élections seraient dans l'intérêt du Courant patriotique libre, et bien meilleurs que ceux qu'il a obtenu lors des précédentes législatives.

**Al-Watan** (Quotidien syrien indépendant, 25 avril 2013)

Des sources informées ont révélé que des officiers et des pilotes turcs participent à la bataille autour de l'aéroport de Minigh, au Nord d'Alep, avec le soutien de services de renseignement arabes et étrangers via les chambres d'opération installées à la frontière turque. L'objectif est de s'emparer coûte que coûte de cet aéroport pour remonter le moral des rebelles qui ont subi des revers et des pertes dans des positions stratégiques. Pourtant, cet aéroport n'a pas de valeur militaire car il n'est plus utilisé depuis longtemps pour des missions de combat. Mais il constitue une épine dans le flan des rebelles car il se situe au cœur de la région qu'ils contrôlent.

Les mêmes sources ont indiqué que l'aviation a détruit hier des

colonnes de véhicules rebelles qui se dirigeaient des villages de Deir Jamal et Ziara pour resserrer l'étau contre l'aéroport.

Les comités populaires jouent un rôle important dans la défense de l'aéroport de Minigh. Des dizaines de membres de ces comités sont venus, lundi, des villages tout proches de Nobol et de Zahraa, pour venir en aide à la garnison. Certains ont été tués et une trentaine sont portés disparus. Selon des habitants, les rebelles ont mutilé et exposé les corps de trois membres de ces comités dans la ville de Azaz.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

(23 avril 2013)

L'imam salafiste de la mosquée Bilal ben Rabah, cheikh Ahmad el-Assir, a annoncé dans une conférence de presse la formation des « *brigades de la résistance libre à Saïda* ». « *Tous ceux qui se sentent menacés par le Hezbollah sont appelés à former des cellules de cinq personnes par unité pour se défendre* », a indiqué le cheikh, qui a également édicté une fatwa permettant aux « *jeunes Libanais résidents ou émigrés de se battre pour défendre le village de Qousseir en Syrie* ».

Le cheikh salafiste Salem Rifai a lui aussi annoncé, à l'issue d'une réunion de ses partisans à Tripoli, « *l'état de mobilisation générale pour venir en aide aux sunnites qui sont agressés dans la région de Qousseir et de ses environs, à travers toute forme de soutien permettant de préserver leur vie et de consolider leur présence et leur résistance* ». « *Cela est rendu nécessaire par le devoir légal, moral et humanitaire, surtout après que l'État eut renoncé à ses responsabilités dans la défense de ses citoyens* », a ajouté le cheikh. Il a également reproché aux « *trois principaux responsables de l'État libanais d'avoir permis, par leur silence, l'ingérence flagrante et directe du Hezbollah qui agresse des opprimés, Libanais et Syriens, à Qousseir, et de légitimer la discorde confessionnelle au Liban, laquelle menace la paix civile et la coexistence* ».

**Elnashra.com** (Site d'informations libanais indépendant )

Antoine Hayek

Les appels au jihad n'ont pas eu d'influence sur le cours de la crise

syrienne ni sur la progression stable de l'armée, de l'aveu même de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH, opposition). L'avancée des troupes régulières vers la ville de Qoussair pour l'encercler et la faire tomber militairement constitue un retournement de situation en défaveur de l'opposition armée et des pays qui la soutiennent, et va changer l'ensemble de la donne en Syrie. Les rebelles qui ont fui l'enfer des combats assurent que l'armée syrienne se prépare à libérer et à nettoyer rapidement Boueida et Daïaa, les deux dernières villes encore entre leurs mains. Leur reprise par l'armée permettra d'encercler des quatre côtés Qoussair, qui constitue la principale place forte et le centre de commandement des insurgés.

Les visiteurs de Damas estiment que la bataille de Qoussair constitue un tournant militaire et stratégique dans la crise pour les raisons suivantes :

- ▶ 1. La chute totale de Qoussair, couplée à celle de Daraya, de Jdeidet Artouz, de Jdeidet al-Fadl (la Ghouta occidentale) repousse les rebelles à plus de 10 kilomètres de la capitale, et la mettra à l'abri des tirs de mortiers ;
- ▶ 2. La chute de la ville de Qoussair et de sa campagne va aboutir à la chute de la ville de Homs et d'une partie de sa campagne. Elle permettra d'ouvrir la route Damas-Homs et de confier la sécurité aux comités populaires. De la sorte, les troupes délite qui combattent à Homs et Qoussair pourront concentrer leurs efforts ailleurs ;
- ▶ 3. Le rétablissement des lignes de ravitaillement entre Damas et sa campagne et entre Homs et sa campagne permettra de transporter la bataille vers Hama, Alep, Idleb, Qamichli et leurs campagnes ;
- ▶ 4. Ces succès auront eu impact important sur le moral de l'armée syrienne et lui permettront de resserrer les rangs et de reprendre l'initiative ;
- ▶ 5. Ces succès constituent un carte importante aux mains des négociateurs russes et iranien, dans toute solution, qu'elle soit proche ou éloignée.

*Pierre Khalaf*



---

Source : « L'attaque états-unienne de la Syrie serait un acte suicidaire », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 29 avril 2013, [www.voltairenet.org/article178353.html](http://www.voltairenet.org/article178353.html)